

JACQUES LESOURNE

Président du comité scientifique du programme Énergie, Ifri

J'ai réalisé progressivement, en observant la scène énergétique mondiale, que les politiques énergétiques tant dans les pays de l'OCDE que dans d'autres régions du monde sont très souvent incohérentes et même contradictoires. Il nous faut commencer par là. Comment expliquer cet état de fait ? Premièrement, l'énergie présente de nombreuses caractéristiques : c'est une marchandise privée que vous pouvez acheter, qu'il s'agisse d'une tonne de combustible ou d'un kilowatt d'électricité. C'est un bien commun, qui doit être transporté par l'intermédiaire de réseaux, qui ne peuvent être multipliés. C'est un bien géopolitique, car de temps en temps survient la possibilité pour les acheteurs ou les vendeurs d'avoir un impact sur les prix ou l'offre et la demande. Enfin, c'est un bien redistributif : il est très facile de financer la consommation des personnes les plus pauvres par le biais de dispositions spéciales.

La seconde raison est que nous sommes confrontés dans un même temps à la rareté des ressources mondiales et à un risque majeur à propos du climat. Ces dernières années ont montré que la rareté est probablement moins importante que le climat mais, dans le débat public, les deux sont très souvent liés. Par exemple, pour l'efficacité énergétique, personne ne dit qu'investir est intéressant si les coûts sont inférieurs à la valeur des économies réalisées. Les pouvoirs publics rencontrent des difficultés à définir leurs politiques énergétiques car différents aspects de ces politiques sont de fait plus ou moins étendus sur plusieurs compétences : social, affaires extérieures, politique industrielle, politique énergétique au sens le plus strict du terme, etc. Parmi les différents objectifs visés, il est délicat de faire des choix cohérents.

Une première tendance consiste à suivre l'opinion publique dans une ère où la démocratie est dominée par les médias. Deuxièmement, à stimuler la croissance en période de quasi-récession au sein de l'OCDE. Troisième option, lutter contre le chômage et la pauvreté, par exemple en utilisant l'énergie comme marchandise (ce qui se rapproche des idées des économistes suédois sur l'état providence après la Première guerre mondiale, avec des tickets pour le pain). Enfin, le dernier objectif est de contribuer à la stabilité du climat.

Il n'est pas très utile de prendre isolément les pays de l'OCDE. Par exemple, les 27 Etats de l'Union européenne affichent autant de politiques énergétiques ainsi qu'une politique au niveau de l'Union. Les États-Unis ne peuvent parvenir à un accord au niveau fédéral en raison des divergences entre le Président et le Congrès. À l'échelon international, après la longue liste de conférences sur le réchauffement climatique, de Copenhague à Cancun, de Cancun à Durban, de Durban à Doha, les résultats sont décevants.

Par conséquent, je ne formulerai qu'une seule recommandation, peut-être utopique. Je souhaiterais qu'une agence neutre, qui pour l'OCDE pourrait être l'AIE, avec un mandat confié par le G20 pour un panel plus étendu de pays, puisse auditer la politique énergétique, mais au sens suivant, qui n'est pas le plus répandu : elle pourrait envisager les coûts futurs induits par ces politiques, en ajoutant les coûts des dommages sur l'environnement et le climat, mais aussi en tenant compte des effets de la courbe d'apprentissage des nouvelles technologies ainsi que des bénéfices socioéconomiques. Je pense que nous pourrions beaucoup apprendre d'audits comparatifs de la sorte à propos de la réalité à laquelle font face les gouvernements, et ainsi mieux comprendre où nous en sommes en termes de politiques adoptées, d'annonces faites et de ce qui pourrait être fait afin d'améliorer la pertinence de la lutte contre le réchauffement climatique.